



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 2093

Texte de la question

PRIORITÉS DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE

M. le président. La parole est à M. Luc Chatel, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.
(*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Luc Chatel. Monsieur le Premier ministre, en avril dernier, vous nous présentiez un gouvernement « de combat ». Vous affirmiez que la première attente des Français était l'efficacité. Je dois dire que le jugement de notre collègue Christian Paul est sans doute le plus pertinent et le plus juste : votre gouvernement est aujourd'hui dans une impasse, tant économique que politique.

Les Français sont en colère, monsieur le Premier ministre ! Ils sont en colère parce qu'ils ont été trompés et qu'ils n'ont pas de réponses à leurs problèmes. Ils doutent, ils s'interrogent, ils n'ont pas confiance car, partout, le flou prédomine – or, comme aurait dit la grand-mère de Martine Aubry, quand c'est flou, c'est qu'il y a un loup ! (*Murmures sur les bancs du groupe SRC.*) Alors, monsieur le Premier ministre, précisez les choses !

Les 35 heures, allez-vous les assouplir comme vous l'avez suggéré à plusieurs reprises ou considérez-vous, comme M. Désir, lorsqu'il était ministre, qu'il s'agit d'un totem inattaquable ?

Allez-vous autoriser tous les maires socialistes qui le demanderaient à encadrer les loyers, alors que vous êtes opposé à cette mesure ?

Allez-vous augmenter la TVA, alors que vous avez supprimé la TVA sociale en arrivant au pouvoir ?

M. Jean-Pierre Vigier. Très bien !

M. Luc Chatel. Allez-vous renforcer les contrôles sur les chômeurs, comme votre ministre des affaires sociales le suggère très justement, ou pensez-vous, comme MM. Mandon ou Cambadélis, que ce n'est pas pertinent ?

Allez-vous assouplir les seuils sociaux des entreprises, comme vous l'avez dit devant le MEDEF, ou laisserez-vous le Mouvement des jeunes socialistes ou le premier secrétaire du parti socialiste s'y opposer, au prétexte que cette mesure figurait dans le programme de Nicolas Sarkozy ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

Monsieur le Premier ministre, les Français attendent vos réponses !

Arnaud Montebourg disait la semaine dernière qu'il ne pouvait plus continuer à jouer la comédie. Je vous pose la question : Quand, monsieur le Premier ministre, cette comédie cessera-t-elle ? (*Vifs applaudissements sur les*

bancs du groupe UMP.)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur Chatel, nous ne jouons pas la comédie, ici. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Je ne reviendrai pas sur la gravité de la situation que j'ai décrite il y a un instant. J'ai reçu la confiance du Parlement il y a quelques mois, à l'issue d'un discours de politique générale, et j'ai eu l'occasion de dire, ces derniers jours, qu'il n'y aurait ni virage, ni tournant, ni zigzag. Ce dont le pays a besoin – et nous pouvons nous retrouver sur ce point –, c'est de stabilité et de lisibilité, notamment pour les entreprises, afin qu'elles puissent investir : c'est essentiel. Il suffit d'ailleurs de regarder les chiffres de la production industrielle pour voir que, depuis plus de dix ans, nous perdons des emplois et de la compétitivité dans ce secteur – comme dans bien d'autres.

Tous nos efforts doivent être mis au service de la croissance et de l'emploi, dans un contexte qui est particulièrement difficile – pas seulement sur le plan politique et diplomatique, mais aussi sur le plan économique : on sait les difficultés qu'éprouve la zone euro. Mais nous savons aussi, comme le soulignait Michel Sapin, qu'une réponse au niveau européen est également nécessaire.

Nous devons assumer nos responsabilités, et nous les assumons. Le pacte de responsabilité et de solidarité que j'ai présenté a été voté, pour sa première partie, ici même, au cours du mois de juillet, car il est indispensable pour notre économie. Nous devons faire un certain nombre de réformes structurelles...

M. Élie Aboud. Lesquelles ?

M. Manuel Valls, Premier ministremais il appartient aussi à l'Europe de prendre ses responsabilités : c'est pourquoi nous faisons le choix, non seulement du sérieux budgétaire, mais aussi du refus de l'austérité.

Et c'est pourquoi nous faisons le choix de définir des priorités, qui sont soutenues par la majorité, et que vous connaissez : l'éducation nationale, l'école, que vous avez laissée – vous, monsieur Chatel, notamment – dans un état pitoyable ! *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP. – Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)* Nous avons par conséquent décidé de créer des dizaines de milliers d'emplois.

Et c'est pourquoi nous faisons le choix de créer des emplois de policiers et de gendarmes : pour nous, la sécurité des Français est une priorité.

Et c'est pourquoi nous faisons le choix de continuer de soutenir la justice : comme l'a souligné la garde des sceaux au Conseil des ministres ce matin, nous avons besoin d'une justice du XXI^e siècle qui soit proche des citoyens.

Oui, nous avons des priorités ; oui, il y a une lisibilité ; oui, il y a un cap ; mais pour que celui-ci soit clair pour les Français, il faut que la majorité se rassemble, qu'elle soit unie autour du Président de la République et du Gouvernement : c'est un élément essentiel de la confiance. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Marc Laffineur. C'est de la comédie !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Pourquoi ? Parce que, monsieur Chatel, à part commenter telle ou telle phrase de tel ou tel responsable du parti socialiste, vous n'avez rien à proposer *(Protestations sur les bancs du groupe UMP)* – ou plutôt si : vous avez à proposer un plan qui ressemble à celui que Mme Thatcher a imposé à la Grande-Bretagne ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

J'aimerais que vous me disiez, et que vous disiez à la représentation nationale et aux Français, comment et où

vous allez faire ces économies.

M. Philippe Meunier. Répondez plutôt à la question !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Combien d'emplois de policiers, de gendarmes, d'enseignants, d'infirmières allez-vous supprimer ? (*Mêmes mouvements.- Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Oui, bien sûr, il faut que les collectivités territoriales fassent des efforts ; en revanche, nous devons préserver leurs investissements. Vous, avec vos 120 ou 150 milliards d'économies, qu'allez-vous leur offrir ? Moins – comme vous l'avez déjà fait quand vous étiez au pouvoir ! (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Philippe Meunier. menteur !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Nous menons une politique qui refuse l'austérité, qui est celle du sérieux budgétaire, de l'effort, de la croissance et de la compétitivité, dans une situation difficile et grave. Monsieur Chatel, je tiendrai bon – non pour moi-même ou pour la majorité, mais pour la France et les Français, parce qu'il y va de l'avenir de notre pays ! (*Mmes et MM. les députés du groupe SRC se lèvent et applaudissent. – Applaudissements sur les bancs du groupe RRDP.*)

Données clés

Auteur : [M. Luc Chatel](#)

Circonscription : Haute-Marne (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2093

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [11 septembre 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [11 septembre 2014](#)